

travaille pas en fonction de gagner des votes et d'être devant la caméra. Il travaille en fonction de défendre honnêtement les droits des citoyens et des citoyennes. Le mien accepte qu'on batte, qu'on lutte pour protéger les droits des citoyens. Le vôtre, il cherche strictement à présider pour être devant la caméra et dans la photo. Ce n'est pas pour rien que le député du Lac-Saint-Jean (M. Côté) a regardé les résultats des sondages; il a regardé combien le pourcentage de la population qui refuse et qui est en désaccord sur les politiques du gouvernement, mais celle-là aujourd'hui, monsieur le Président, dépasse les bornes.

Monsieur le Président, personne ne pourra trouver les mots pour cette mascarade, cet habit du Père Noël bleu que quelqu'un essaie de nous passer aujourd'hui. Au Québec, de ce temps-ci, on se fait passer des sapins puis des Québec dans la période des Fêtes, dans les dossiers de l'est de Montréal, mais là il y a quelqu'un qui a voulu passer un Père Noël bleu tout croche aux personnes âgées.

Mais Dieu merci, comme dans plusieurs autres dossiers, l'opposition officielle était là. Et je me rappelle, j'ai eu à réfléchir puis à prendre une décision, décision importante à savoir si je devais retourner à l'Assemblée nationale à Québec ou rester à Ottawa. Et je vais vous dire que j'avais décidé de rester ici sur la scène fédérale, et je suis ici, et je savais très bien que je serais élu député à Québec. Et ce qui m'a fait le plus décider de rester à Ottawa plutôt que de retourner au Québec—et je l'avais dit publiquement, et aujourd'hui cela confirme ce que je pensais, et je dois vous dire que mon épouse et mes enfants pensaient comme moi—c'est que le premier ministre actuel, on ne peut pas le «truster» dans les programmes sociaux. Et ce qui arrive aujourd'hui confirme la décision que j'ai prise il y a un mois, monsieur le Président.

Je regarde le député qui a proposé cette mesure. Il était peut-être honnête et sincère mais où était-il lorsque la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse est arrivée? Qu'est-ce qu'il a fait à ce moment-là pour protéger ces personnes âgées qui voyaient leur revenu «coupé»? Qu'est-ce qu'il disait à ce moment-là? Ces gens qui ont bâti le pays, ils avaient oublié cela. Est-ce que les cris d'alarme que M^{me} Denis, le cri du cœur qu'elle avait lancé au premier ministre: Tu nous as trompés Charlie Brown, est-ce que c'est cela qui vous a fait réfléchir et que vous avez un remords de conscience, et vous essayez de vous faire pardonner? Si c'est cela que les députés progressistes conservateurs veulent se faire pardonner, je vais vous aider. Je suis prêt entre la période de congé des Fêtes, je vais passer Noël avec ma famille, mais après le Jour de l'An, je suis prêt à organiser au Québec, à la grandeur nationale, une réunion avec tous les représentants des associations de l'âge d'or du Canada. On va s'asseoir ensemble libéraux, néo-démocrates, conservateurs. On va les écouter, mais on va faire ce qu'ils vont nous dire. Et moi j'ai une petite idée de ce qu'ils vont vous demander. Ce n'est pas d'avoir une journée en leur honneur. La première des choses, ils vont dire: L'allocation au conjoint, enlevez la discrimination. Permettez-là à toutes les personnes qui sont célibataires, séparées ou divorcées.

Deuxièmement, ils vont vous dire: Dites à votre ministre des Finances (M. Wilson), à votre premier ministre (M. Mulroney), dans le cadre de votre réforme des pensions du secteur privé, rajoutez un minimum de l'indexation parce que nous

Journée des personnes âgées

nous vivons du régime de retraite qu'on a eu, les revenus étaient suffisants, il y a sept ans, huit ans, mais aujourd'hui nous sommes des assistés sociaux, parce que nos pensions ne sont pas améliorées. Ils vont vous dire au niveau du régime des pensions... monsieur le Président, je termine, j'offre qu'on laisse en suspens cette hypocrisie, cette mascarade qu'on veut faire aujourd'hui à l'approche des Fêtes.

Je préférerais que cela ne soit pas adopté, parce qu'il faut être sincère et honnête et je serai un de ceux après les Fêtes, s'il y a des députés conservateurs qui veulent travailler avec moi pour améliorer la qualité de vie des personnes âgées, à l'appuyer pour proposer pour plus tard, mais je suggérerais que tous les députés reviennent sur leur décision, et qu'on efface cela au plus vite, parce que c'est un mauvais record pour les progressistes conservateurs.

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je n'ai pas l'expérience de mon honorable collègue de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart), mais je ne suis pas d'accord sur l'ensemble de son discours et je vais me permettre, très calmement, de tenter de lui répondre et de lui donner, moi, ma façon de penser aussi.

Je pense que les personnes âgées sont un groupe, une clientèle qu'on peut facilement prendre en otage et faire des imagineries politiques, des imagineries générales... je vous ai laissé parler... et faire des imageries générales, monsieur le Président, et dire qu'à la veille des Fêtes, on martyrise ces gens-là, qu'à la veille des Fêtes on fait tel point et tel autre point...

Moi, monsieur le Président, je l'ai déjà affirmé à la Chambre qu'on mélange facilement les points. Je suis contre toute forme d'indexation parce qu'on mêle la forme d'indexation, monsieur le Président, avec l'universalité, et ce n'est pas du tout la même chose. Enlever l'indexation des allocations familiales, à l'heure actuelle, ce n'est pas enlever l'universalité aux allocations familiales. Enlever l'indexation tel qu'on avait voulu le faire à l'époque et ce sur quoi on est revenu comme gouvernement, enlever l'indexation aux pensions de sécurité de la vieillesse, ce n'est pas du tout enlever l'universalité à ces pensions. Ce n'est pas du tout la même chose.

Monsieur le Président, je m'adressais à un club de la FQDR, et moi aussi je suis intéressé à rencontrer des clubs d'âge d'or, comme je suis intéressé à rencontrer des gens qui sont bénéficiaires d'assistance sociale ou de bien-être social. J'ai affirmé devant des gens, 300 à 350 personnes de la FQDR, comme quoi moi, personnellement, et je leur ai décrit, c'est peut-être dur au niveau politique, mais je leur ai décrit et je leur ai dit que j'étais contre l'indexation. Je suis contre cette forme de paiement et de surenchère de paiements qui fait que tous les ans il faut que demain soit hier indexé. Cela n'a pas de sens de conduire un pays comme cela. Mais on mêle cela avec l'universalité et ce n'est pas, ce n'est absolument pas la même chose. Ce sont deux points complètement différents.

J'attaquerais l'universalité, monsieur le Président, si je disais: J'enlève la pension de sécurité de la vieillesse aux personnes qui ont tant de revenus ou plus. Là, on couperait l'universalité! Mais si je dis que j'enlève l'indexation, je n'enlève pas, je n'attaque pas l'universalité, non, je n'attaque pas l'universalité du programme. C'est là-dessus que je veux répondre à mon collègue. Je respecte beaucoup ses idées, il a